

## Biopolitique et Biopouvoir au XXI<sup>e</sup> siècle : les biotechnologies dans le débat politique américain contemporain

Mehdi Achouche

« C'est la vie beaucoup plus que le droit qui est devenue  
alors l'enjeu des luttes politiques », l'enjeu consistant  
« à retrouver ce qu'on est et tout ce qu'on peut être »  
(Michel Foucault, *Histoire de la Sexualité*, vol. 1, 191)

Les deux notions de biopolitique et de biopouvoir sont forgées et pensées par Michel Foucault dans les années soixante-dix et traduisent la centralisation croissante du corps humain et de son contrôle au sein des sociétés occidentales depuis l'avènement de l'ère moderne. On y considère de plus en plus « le corps comme machine », que l'on peut dresser, dont on peut « majorer » les aptitudes, que l'on peut intégrer à « des systèmes de contrôle efficaces et économiques » (183) – on dirait aujourd'hui un corps que l'on peut « améliorer » et « augmenter ». La modernité se caractérise ainsi par « l'entrée des phénomènes propres à la vie de l'espèce humaine dans l'ordre du savoir et du pouvoir – dans le champ des techniques politiques » (186). Le même phénomène se vérifie et se poursuit de nos jours, sous-tendus par des enjeux économiques, politiques et sociaux majeurs pour les sociétés du XXI<sup>e</sup> siècle. De la découverte de la structure de l'ADN par Watson et Crick en 1953 au mappage du génome humain à l'orée de l'an 2000 en passant par les avancées fulgurantes de la procréation médicalement assistée dans les années soixante-dix, ainsi que par les avancées du clonage thérapeutique et reproductif et les recherches sur les cellules souches tant relayées par la presse durant les années deux mille, le corps humain est devenu la nouvelle « frontière » – dans toute l'acceptation historique, culturelle et idéologique du terme aux États-Unis<sup>1</sup> – de la recherche scientifique.

Certains commentateurs n'hésitent pas ainsi à faire du corps humain, de son contrôle et de ses modifications éventuelles, un nouvel El Dorado scientifique mais aussi commercial, et annoncent une révolution sociale à venir. Si le vivant, comme l'écrit Foucault, est passé depuis quelques siècles « pour une part dans le champ de contrôle du savoir et d'intervention du pouvoir » (187), alors les nouvelles avancées biotechnologiques marquent un palier vertigineux dans l'élargissement de ce champ de contrôle et d'intervention à l'ère de l'exploration du génome. Troublant progressivement la conception occidentale et humaniste des droits de l'individu et de la condition humaine moderne, ces avancées des biotechnologies, « investissant la vie de part en part » (Foucault, 183), ont, depuis les années soixante-dix, dépassé le cadre de la pensée philosophique et des laboratoires pour s'imposer au législateur et au citoyen. Qu'en est-il alors de la réflexion bioéthique sur la scène publique américaine, et comment le débat politique traite-t-il des avancées de la science biomédicale ? Pour commencer à répondre à cette question, un rapide tour d'horizon de l'état des avancées technologiques en cause ici est nécessaire, avant de pouvoir

---

<sup>1</sup> Sur le modèle du célèbre rapport de Vannevar Bush, premier *science advisor* de la Maison Blanche : *Science: The Endless Frontier* (1945), qui mena à la création de la *National Science Foundation* en 1950, et de l'utilisation du terme de la « New Frontier » par un Kennedy en campagne en 1960, promettant la « conquête » de l'espace. On verra plus bas que le terme fait toujours partie intégrante de la rhétorique présidentielle.

se pencher sur le cas spécifique des États-Unis, où la notion de « biopolitique » prend comme on va le voir une signification particulière.

## La révolution biotechnologique

Les années soixante-dix marquent l'apparition des premières grandes avancées biomédicales. L'ADN recombinant est mise au point au début de la décennie, permettant non plus seulement de lire ou de reproduire des séquences d'ADN, mais de modifier celles-ci en insérant des gènes extérieurs à l'organisme d'origine (Alexander, 79). L'ingénierie génétique est ainsi inventée et la voie ouverte à de nouveaux types de médicaments et ce que l'on appellera bientôt les OGM, avant que les premiers gènes brevetés soient reconnus par la Cour Suprême en 1980, donnant naissance à une nouvelle industrie (Rifkin, 1999, 42). Dans le même temps la fécondation in-vitro est mise au point et le premier bébé-éprouvette, Louise Brown, voit le jour en 1978 en Grande-Bretagne, événement que Lee M. Silver qualifie de « moment exceptionnel dans l'évolution humaine » et d' « aube d'une nouvelle ère » (78). Ces avancées ouvrent en effet de nombreuses possibilités aux ramifications humaines et éthiques vertigineuses : le don de sperme et d'ovocyte et donc la « paternité anonyme et par procuration », phénomènes devenus banals aujourd'hui dans les nombreuses « banques de sperme » et « centres de procréation médicalement assistée » (les « fertility clinics » anglo-saxonnes) ; l'apparition des mères-porteuses (légal aux États-Unis, où même la « commercial surrogacy » – par opposition à la « altruistic surrogacy » –, dans le cadre de laquelle la mère-porteuse est rémunérée pour ses services, est autorisée, à l'inverse du Canada et du Royaume-Uni ; Silver, 161-177) ; la fécondation et/ou l'insémination post-mortem (c'est-à-dire alors que le père ou donneur de sperme est décédé, pratique à nouveau légale aux États-Unis et utilisée par certaines veuves des soldats américains tués en Iraq ou en Afghanistan<sup>2</sup>) ; etc.

L'ADN recombinant et la fécondation in-vitro ouvrent globalement la possibilité réelle d'une intervention complète sur l'individu et son génome. Comme l'écrit avec enthousiasme le prix Nobel James Watson, co-découvreur de la structure de l'ADN : « [human procreation] can become [...] an event wide-open to a variety of experimental manipulations » (Watson). La voie est de même ouverte au clonage humain, thérapeutique ou reproductif, domaine dans lequel sont également réalisées de grandes avancées durant cette même période : les premiers animaux vertébrés, des batraciens puis des poissons, sont clonés dès les années cinquante et soixante (Rifkin, 1999, 10-11 ; Silver, 107-123). Mais plus encore que le simple clonage, ou la sélection du sexe ou de la couleur des yeux ou des cheveux de l'enfant, thèmes récurrents dans la presse et dans la discussion publique, la possibilité théorique existe désormais de pouvoir, par exemple, créer un bébé à partir du patrimoine génétique de deux femmes ou de deux hommes, voire à partir de trois individus (ou même plus) ; d'effectuer des grossesses extra-utérines ; ainsi que, et peut-être surtout, de sélectionner ou de modifier le génome des enfants ainsi conçus afin d'éradiquer les maladies au moins partiellement liées à l'héritage génétique (Silver, 155-229). Mais ces interventions génomiques permettraient théoriquement également, au-delà du traitement préventif des maladies, d'intervenir sur le génome afin d'« améliorer » ou d'« augmenter » les futurs enfants, leur assurant par exemple des capacités physiques ou cognitives supérieures aux individus non « augmentés »

---

<sup>2</sup> <http://www.veteranstoday.com/2007/10/28/war-widows-give-birth-with-stored-sperm/>, 28/10/2007, dernier accès le 12/12/2011.

(Silver, 277-280 ; Hughes, 33-42 ; Robitaille, 19-95). Comme le résume bien le prospectiviste et auteur SF Bruce Sterling : « A doctor asks you how you feel; a medical geneticist would properly ask how you *want* to feel » (26).

Ce n'est donc pas tant le clonage reproductif, c'est-à-dire la reproduction à l'identique d'un individu, thème qui mobilise l'imaginaire public, qui est en cause à l'avenir (bien que cela soit une vraie possibilité, et qu'il est concevable que des adultes célibataires réclament un jour le droit à l'autoreproduction et à élever leur propre clone, acquérant ainsi une espèce d'immortalité – cf. par exemple Silver, 4). Il est plutôt question du bouleversement et de l'artificialisation totale des modes de reproduction humains, et *a fortiori* de l'organisation et de l'ordre familial et social dans son ensemble, d'où l'idée d'une révolution à venir. Une révolution technologique mais aussi sociale, qui trouve naturellement sa place dans les débats sociaux, culturels et politiques qui animent la société américaine depuis les années soixante quant aux transformations de la cellule familiale (transformations déjà causées en partie par une avancée technologique – la pilule contraceptive) ; la place et les droits des homosexuels ; ou encore le statut de l'embryon dans le contexte du débat endémique sur l'avortement, légalisé en 1973. Quelle place la société américaine, et plus particulièrement le débat politique, réservent-ils donc à ces nouvelles questions de « bioéthique » ?

## Les biotechnologies dans le débat politique américain

Un premier constat s'impose immédiatement : l'idéologisation très forte des positions aujourd'hui aux États-Unis. Il n'en a pourtant pas toujours été ainsi. Aux diverses commissions et bureaux créés depuis 1945 et surtout depuis le « technological Pearl Harbor » que constitue Spoutnik (Mooney, 27), s'ajoutent désormais des organismes spécifiquement dédiés aux questions bioéthiques et biopolitiques. Alors que durant les années soixante-dix apparaît le terme, si ce n'est la notion même, de « bioéthique », destinée à refléter les bouleversements sociétaux introduits par la biomédecine<sup>3</sup> (Eckenwiler & Cohn, 4-5 ; OED), le Congrès crée en 1972 le *Office of Technology Assessment*, puis en 1974 la *National Commission for the Protection of Human Subjects of Biomedical and Behavioral Research*, qui est placée sous la responsabilité du Département de la Santé et de l'Éducation. Cette commission est ainsi la première organisation gouvernementale destinée à se pencher exclusivement sur les questions de bioéthique (Irving). En 1978, la question gagne en importance hiérarchique, le président Carter lui-même remplaçant la précédente commission par la *President's Commission for the Study of Ethical Problems in Medicine and Biomedical and Behavioral Research*, qui dépend donc désormais directement du président. La commission est alors secondée par la *Ethics Advisory Board*, créée la même année et dépendant du Département de la Santé.

Dans le même temps sont créés les premiers *think tanks* se penchant sur la question bioéthique : le *Hastings Center* (1969), la *Society of Health and Human Values* (1970) et le *Kennedy Institute of Ethics* (1971) (Irving). Les premiers bioéthiciens entrent en scène, tels Joseph Fletcher et Paul Ramsey, qui s'interrogent tous deux dans le titre de leurs ouvrages respectifs sur « l'éthique du contrôle génétique » (Moreno, 1345 ; Ramsey publie en 1970 et Fletcher en 1974). En 1975, dans le sillage de la mise au point de l'ADN recombinante, des généticiens

---

<sup>3</sup> Au-delà de la génétique, les années soixante-dix voient aussi le développement des greffes d'organes, ainsi que l'invention du respirateur artificiel, qui multiplie bientôt les cas de « morts cérébrales » et donne ainsi une nouvelle acuité à la question de l'euthanasie (cf. également note 30).

rassemblés en Californie (deuxième conférence d'Asilomar) décrètent un moratoire temporaire sur plusieurs types de recherches génétiques jusqu'à ce que des chartes de sécurité aient pu être mises au point (Alexander, 126 ; Kass, 2002, 126). Les premières auditions sénatoriales autour des questions bioéthiques ont également lieu, en 1968 sous la direction du sénateur Mondale puis en 1973 sous celle du sénateur Ted Kennedy (Irving). Le premier émoi du grand public a lieu lorsque, en 1973, un article du *Washington Post* révèle que le *National Institutes of Health* encourage les expérimentations sur des fœtus vivants (Irving). En 1979 la *Ethics Advisory Board* est à l'origine du moratoire, qui durera quinze ans, interdisant la recherche sur des embryons humains.

Les débats sont alors relativement bipartisans et fluides, et les *think tanks* créés à l'époque sont tous les trois politiquement neutres. L'arrivée à Washington dans les années quatre-vingt de la *New Right*, plus conservatrice et religieuse qu'auparavant, va cependant imprimer sa marque sur l'avancée de la réflexion bioéthique. Ainsi, la *President's Commission* est dissoute en 1983 par le président Reagan ; l'*Office of Technological Assessment* est dissous en 1995 par le Congrès, désormais contrôlé par les Républicains de Newt Gingrich, de nombreux membres de la communauté scientifique et démocrates réclamant depuis son retour<sup>4</sup>. Quant au *science adviser* du Président Reagan, George Keyworth, il sera grandement critiqué par les Démocrates et une partie de la communauté scientifique pour son appui sans réserve à la *Strategic Defense Initiative* du président, le fameux programme « Star Wars<sup>5</sup> », malgré l'inanité scientifique de cette dernière (Mooney, 43-46).

Dans ce qui ressemble dès lors à une partie de ping-pong, il faut attendre le retour d'un président démocrate pour voir revenir une commission bioéthique : Bill Clinton crée ainsi en 1995 la *National Bioethics Advisory Commission*, qui se réunit pour la première fois en 1996 et dont le premier rapport, publié en 1997 quelques semaines après l'annonce fracassante de la naissance de Dolly, concerne le clonage humain<sup>6</sup>. En 2001, George W. Bush remplace cette commission par le *President's Council on Bioethics*, qui fera tant parler de lui par ses rapports et ses recommandations hautement conservatrices. Sous Bush, plus encore peut-être que sous Reagan, se produit ainsi ce que Mooney et de nombreux Démocrates qualifient de « politisation de la science » et plus encore de « guerre contre la science » pour reprendre le titre de son livre (*passim*, xi), et ce que le bioéthicien Moreno appelle la « bio-politisation de l'éthique » et la « politisation de l'éthique de la biologie », c'est-à-dire la biopolitique (1623, 1683). Le phénomène n'est pas seulement dû à l'admiration que porte Bush à Reagan ainsi qu'à son fervent évangélisme (même s'il ne manque jamais de faire de multiples références religieuses lorsqu'il aborde la question des cellules souches, comme lors de son discours de 2001, cf. *infra*), mais aussi à l'accumulation des avancées biotechnologiques peu avant son entrée en fonction. Ces avancées projettent leur ombre sur le nouveau millénaire, l'imaginaire et la discussion publique : le clonage de Dolly en 1997 ; les premières grandes avancées sur les « miraculeuses » cellules souches en 1998 ; et l'achèvement du « décodage » du génome humain en 2000. Tous promettent de bientôt faire du biopouvoir une réalité et de catapulter le monde dans la science-fiction.

---

<sup>4</sup> <http://www.princeton.edu/~ota/> ; <http://www.scienceprogress.org/2009/03/restart-ota/>, et <http://www.wired.com/wiredscience/2009/04/fromthefields-holt/>; dernier accès le 13/01/2010.

<sup>5</sup> [http://seedmagazine.com/content/article/the\\_science\\_adviser/](http://seedmagazine.com/content/article/the_science_adviser/), dernier accès le 15/01/2010. Le poste de *science adviser* fut créé en 1957 suite à la crise Spoutnik.

<sup>6</sup> [http://www.bioethics.gov/reports/past\\_commissions/](http://www.bioethics.gov/reports/past_commissions/) pour l'histoire des commissions et un accès à une partie de leurs rapports ; dernier accès le 22/10/2009.

George Bush réagit de façon prévisible à ces développements, et s'inscrit entièrement dans le sillage de Reagan. Son propre *science adviser*, John Marburger, nommé très tardivement et ne bénéficiant plus du statut de membre du Cabinet, se place rapidement en porte-à-faux de la communauté scientifique nationale (Mooney, 238-261). Constamment sur la défensive, bientôt attaquée par une *Union of Concerned Scientists* composée de plus soixante scientifiques dont vingt prix Nobel (id., 138), l'administration Bush devra répondre à des accusations constantes provenant de la communauté scientifique et portant sur des questions aussi diverses que la question pérenne de l'évolutionnisme (via la question de l'enseignement du créationnisme et de l'« intelligent design »), le possible lien entre l'avortement et le développement d'un cancer, la réalité du réchauffement climatique, la pollution de l'air, ou la question des cellules souches.

Ces dernières, dont l'étude nécessite la mort des embryons sur lesquels elles sont prélevées, cristallisent en effet immédiatement le débat portant sur les questions scientifiques et bioéthiques sous l'administration Bush. En août 2001, sans attendre la prise de fonction de son *science adviser* (qui certes a lieu un an après son élection ; Mooney, 240), et sans passer par le Congrès – il publie un décret –, le président Bush, lors de sa toute première communication télévisée en *prime time* à l'adresse du pays (id., 195), depuis son ranch de Crawford, interdit tout financement public de recherches portant sur des cellules souches prélevées sur des fœtus après 2001, limitant ainsi drastiquement les possibilités offertes à la recherche publique. « During Bush's first term in office, the stem cell debate surpassed even global warming among high-profile science policy issues » (Mooney, 195). Le sujet va même jusqu'à devenir un des principaux thèmes de campagne lors de l'élection présidentielle de 2004<sup>7</sup>. On assiste alors à l'une des périodes de l'histoire politique américaine, la plus importante peut-être depuis le *Scopes Trial* de 1925 portant sur la légalité de l'enseignement de l'évolutionnisme dans les écoles, où la science fait le plus l'objet de controverses et prises de positions partisans<sup>8</sup>. En 2006, année des élections de mi-mandat (puis à nouveau en 2007), Bush oppose le tout premier véto de sa présidence à une loi votée par le Congrès et assouplissant en partie les restrictions liées au financement fédéral de ces recherches<sup>9</sup>. Comme l'écrit Moreno du discours de Bush de 2001 : « The new biopolitics had arrived » (1250). Une nouvelle ère commence véritablement, définie par les avancées de la biotechnologie et le débat moral qu'elles suscitent : l'ère de la biopolitique.

Prenant acte de l'influence de son aide religieuse sur le parti Républicain, et des nombreux cas supposés d'entraves à la bonne marche de la science par l'administration Bush, les Démocrates qualifient très vite leurs opposants Républicains et conservateurs de « Luddites<sup>10</sup> », c'est-à-dire d'ennemis jurés de la science et de la raison. C'est ce que fait par exemple la députée Diana DeGette, co-

<sup>7</sup> [http://www.slate.com/articles/news\\_and\\_politics/chatterbox/2004/08/party\\_of\\_stem\\_cells.html](http://www.slate.com/articles/news_and_politics/chatterbox/2004/08/party_of_stem_cells.html), 03/08/2004, dernier accès le 27/12/2011. L'auteur y souligne l'extrême récurrence du terme « stem cells » – bien plus que le terme « chômage » par exemple – lors de la Convention démocrate de 2004.

<sup>8</sup> Les années 2006/2007 voient l'apogée du débat portant sur les cellules souches. Le Congrès passe à gauche en 2006 et la bataille redouble d'intensité, à Capitol Hill comme dans le débat public global. De nombreux ouvrages sont alors publiés sur la question, dont les seuls titres sont révélateurs de l'époque : *The Stem Cell Divide* (2006), *The Stem Cell Debate* (2006), ou encore *The Stem Cell Wars* (2006).

<sup>9</sup> [http://articles.cnn.com/2006-07-19/politics/stemcells.veto\\_1\\_embryonic-stem-cell-destruction-of-human-embryos-moral-boundary?\\_s=PM:POLITICS](http://articles.cnn.com/2006-07-19/politics/stemcells.veto_1_embryonic-stem-cell-destruction-of-human-embryos-moral-boundary?_s=PM:POLITICS), 19/07/2006, dernier accès le 11/12/2011.

<sup>10</sup> Le terme de « luddite » est un nom et adjectif utilisé pour désigner les critiques du progrès technologique. Les luddites furent historiquement des ouvriers anglais briseurs de machines durant les années 1814-1815. Ils sont devenus, en particulier depuis les années soixante-dix, le symbole de la résistance à « la machine » et au pouvoir politico-économique qu'elle sert.

auteur du premier projet de loi sur les cellules souches et le clonage rejeté en 2006 par le veto présidentiel, dans le livre qu'elle publie la même année sur la question (DeGette, xix). L'idée pour les Démocrates est alors de définir le débat en termes simples et binaires, décrivant les conservateurs et les Républicains comme des obscurantistes dignes de l'Inquisition et de la persécution de Giordano Bruno et Galilée, du côté de « l'idéologie » quand les Démocrates sont du côté de la raison et de la science (cf. par ex. DeGette, ix, 117). C'est ce qu'a en tête le président Obama lorsqu'il déclare peu après son élection : « we make scientific decisions based on facts, not ideology<sup>11</sup> ». Barack Obama et Hillary Clinton prirent de même des positions pro-recherche très marquées durant leurs campagnes présidentielles respectives, promettant de « restaurer l'intégrité de la politique scientifique américaine », qu'est accusé d'avoir compromis George W. Bush. Barack Obama eut ainsi beau jeu de déclarer : « The urge to probe more deeply into the unknown and expand the frontiers of human knowledge is at the core of the American experience<sup>12</sup> », reprenant à son compte la notion de « frontière » technologique américaine (cf. note 1). Jusque dans son discours d'inauguration, Obama promet de même de « restaurer la science à la place qui est la sienne<sup>13</sup> ». Les cellules souches sont ainsi utilisées par les Démocrates comme une « synecdoque politique<sup>14</sup> » de l'attitude générale du parti Républicain vis-à-vis du savoir scientifique.

Pourtant, si les motivations de George Bush et de nombreux Républicains et conservateurs sont d'ordre moral et religieux, cela ne les empêche pas de se réclamer eux-mêmes de la raison et du progrès scientifique. Le débat aujourd'hui ne porte plus quant à la validité de l'entreprise scientifique, acquise sur la forme si ce n'est sur le fond, mais quant à savoir qui est vraiment du côté de la science. Les Républicains et conservateurs utilisent ainsi fréquemment depuis les années quatre vingt-dix dans leurs discours et écrits, comme le souligne Mooney, le terme euphonique de « sound science » contre la supposée « junk science » de leurs opposants, une guerre de chiffres, de rapports et d'études s'engageant alors (Mooney, 65-76). En 1993 est créée la *Advancement of Sound Science Coalition*, avant que le terme ne devienne omniprésent dans la rhétorique républicaine et qu'il ne soit utilisé comme contrepoint au « principe de précaution » souvent avancé par la gauche (Mooney, 67, 71-73). Mooney – qui se situe lui-même à gauche de l'échiquier politique – n'y voit cependant qu'un trope rhétorique destiné à obscurcir le débat et cacher les vellétés antiscientifiques de la droite américaine<sup>15</sup>. À l'inverse, la droite souligne fréquemment les positions « luddites » de la gauche vis-à-vis de l'énergie nucléaire notamment ou du principe de précaution<sup>16</sup> – la science est donc bien devenue un enjeu à part entière dans le débat public américain.

Le *President's Council on Bioethics*, dont la création est annoncée dans le même discours posant la restriction à l'étude des cellules souches, s'illustre dans le même temps par sa ferme opposition à ces dernières, et plus généralement par le

---

<sup>11</sup> <http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=9C07E0DB173EF933A25750C0A96F9C8B63>, 10/03/2009, dernier accès le 02/02/2012.

<sup>12</sup> <http://www.barackobama.com/pdf/issues/FactSheetScience.pdf>, dernier accès le 03/01/2010.

<sup>13</sup> [http://www.politico.com/news/stories/1211/70468\\_Page3.html#ixzz1m6Qml1dK](http://www.politico.com/news/stories/1211/70468_Page3.html#ixzz1m6Qml1dK), dernier accès le 11/12/2011.

<sup>14</sup> [http://www.slate.com/articles/news\\_and\\_politics/chatterbox/2004/08/party\\_of\\_stem\\_cells.html](http://www.slate.com/articles/news_and_politics/chatterbox/2004/08/party_of_stem_cells.html), dernier accès le 27/12/2011.

<sup>15</sup> <http://thinkprogress.org/romm/2011/09/22/326556/classic-false-equivalence-on-political-abuse-of-science/?mobile=nc>, 22/09/2011, dernier accès le 30/12/2011.

<sup>16</sup> < <http://www.usatoday.com/news/opinion/forum/story/2011-09-20/gop-democrats-science-evolution-vaccine/50482856/1>>, 20/09/2011 ; <http://reason.com/archives/2011/10/04/more-anti-science-democrats-or>, 04/10/2011, derniers accès le 30/12/2011.

conservatisme dont il fait preuve face aux grandes questions scientifiques. Contrairement à ses prédécesseurs, la commission ne requiert pas l'unanimité dans ses prises de décisions, et ses membres s'illustrent par leur militantisme conservateur revendiqué – la commission ressemble parfois plus à un lobby intra-gouvernemental qu'à un conseil d'experts indépendants<sup>17</sup>. Deux d'entre eux, Leon Kass, président de la commission, et Francis Fukuyama, signent ainsi durant leur mandat des ouvrages qui aujourd'hui encore comptent parmi les plus influents appels interdisant toute forme d'intervention sur le génome humain ou toute forme de sélection prénatale. Dans son livre, *Life, Liberty and the Defense of Dignity* (2002), Kass (déjà fermement opposé à l'époque à la fécondation in-vitro ; Alexander, 126), prévient : « Human nature itself lies on the operating table, ready for alteration, for eugenic and neuropsychic enhancement, for wholesale redesign » (4). Les ouvrages de Kass et Fukuyama font la même grande utilisation du *Brave New World* (1932) de Huxley afin de dénoncer les projets techno-utopistes de leurs adversaires, mention que ne manque pas non plus de faire George Bush lors de son intervention d'août 2001 : « We have arrived at that brave new world that seemed so distant in 1932 when Aldous Huxley wrote about human beings created in test tubes in what he called a hatchery<sup>18</sup> ». Il s'agit ici de caricaturer les projets de l'adversaire en les assimilant à un cauchemar biotechnologique qui fait consensus contre lui et qui n'est pas associé à l'argumentaire religieux, en utilisant ce qu'Alexander qualifie de « bible » des « bioluddites » (127). La commission publie de même un rapport, *Human Cloning and Human Dignity* (2002), qui condamne avec virulence le clonage mais aussi la plupart des avancées biotechnologiques envisagées (cf. bibliographie), avant de publier *Beyond Therapy – Biotechnology and the Pursuit of Happiness*, en 2003, où elle condamne la perspective d'« augmenter » les êtres humains.

Enfin, dernier épisode en date de la partie de ping-pong, le président Obama décide, quelques semaines après son inauguration (janvier 2009), de rétablir le statut du *science adviser*, annule les limites imposées par l'administration Bush quant aux cellules souches, et liquide également le *President's Council on Bioethics*, pour annoncer, en novembre 2009 (et dans l'indifférence générale), la création de la *Presidential Commission for the Study of Bioethical Issues*, qui sera présidée par Amy Gutmann, professeur en sciences politiques et présidente de la *University of Pennsylvania*<sup>19</sup>.

À première vue donc, une vraie différence d'ordre idéologique existe entre Républicains et Démocrates sur la question bioéthique, ayant trait plus largement à leurs prises de positions sur la question pérenne de l'avortement et aux *culture wars* qui agitent le pays depuis les années quatre-vingt. Car le débat bioéthique tel qu'il existe aujourd'hui aux États-Unis, ou tel qu'il a pu exister entre 2001 et 2008 avant de perdre considérablement en importance aujourd'hui, est un avatar de l'éternel débat américain sur l'avortement, le respect de la vie et le statut de l'embryon. À aucun moment n'est-il question de la possibilité de laisser (ou non) les parents décider du sexe de leur enfant, de ses caractéristiques physiques ou cognitives, ou de l'opportunité d'« améliorer » les individus en modifiant notamment leur génome, alors que ces mêmes objectifs furent par exemple explicitement exprimés par la

---

<sup>17</sup> <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/articles/A15569-2005Mar7.html>, 07/03/2005, dernier accès le 28/12/2011.

<sup>18</sup> [http://articles.cnn.com/2001-08-09/politics/bush.transcript\\_1\\_adult-cells-cell-lines-cell-research/3?\\_s=PM:ALLPOLITICS](http://articles.cnn.com/2001-08-09/politics/bush.transcript_1_adult-cells-cell-lines-cell-research/3?_s=PM:ALLPOLITICS), 09/08/2001, dernier accès le 12/12/2011

<sup>19</sup> <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/president-obama-establishes-new-presidential-commission-study-bioethical-issues-nam>, dernier accès le 22/10/2009.

*National Science Foundation* en 2002, objectifs qui se traduisent par des milliards de dollars fédéraux versés chaque année à des programmes de recherche publics et/ou privés<sup>20</sup>. Et ce alors même que de nombreuses associations et lobbies militent activement pour des avancées législatives dans ces mêmes domaines, et que d'autres associations et lobbies au contraire militent en faveur d'une législation inverse.

Ce que l'on constate donc est l'existence d'un fossé entre d'un côté un débat public qui se focalise sur le droit à la vie (on non) des fœtus, et qui tend à réagir de façon presque épidermique à des effets d'annonce du type Dolly ; et de l'autre côté des cercles de spécialistes, scientifiques, philosophes ou éthiciens, qui débattent en circuit fermé des questions plus larges de la transformation et de l'artificialisation grandissante de l'homme. Les hommes et femmes politiques, à l'interface entre les deux pôles, ont tendance à éviter les questions de fond et à se focaliser eux aussi sur les événements les plus immédiats et les plus spectaculaires, ramenant sans cesse la question bioéthique aux termes familiers et binaires du *pro-life vs. pro-choice*. C'est ainsi qu'à une époque supposément post-idéologique les politiciens se déchirent en des termes extrêmement idéologiques.

Deuxième constat cependant : quelques indices indiquent la présence de lignes de faille plus complexes que l'opposition Républicains vs. Démocrates, conservateurs vs. libéraux<sup>21</sup>, ou *pro-life vs. pro-choice*. Ainsi, alors que les cellules souches provoquèrent un vif débat durant les premiers mois de l'administration Bush, il est remarquable de constater que la seule décision prise par celle-ci fut de limiter le financement *public* de ce type de recherche ; aucune loi spécifique ne fut en effet votée pour mieux superviser et réguler la recherche privée ou les pratiques des cliniques de fertilité du pays. Malgré ses prises de position *pro-life*, le parti Républicain en est donc resté dans une large mesure au stade de la rhétorique, sa volonté de non-régulation et de libre entreprise semblant l'avoir emporté sur toute considération morale ou religieuse. Et si l'engagement religieux du parti le conduit à s'opposer férocement à l'avortement, il ne semble pas, idéologiquement parlant, entretenir les mêmes doutes quant aux manipulations du génome. La question du clonage reproductif fait consensus contre elle parmi les Républicains comme les Démocrates, ainsi que leurs sympathisants<sup>22</sup>, mais au-delà les nombreuses questions touchant à la reproduction assistée brillent par leur absence du débat politique.

On trouve ici le deuxième grand pôle idéologique du parti républicain moderne, comme le souligne Mooney : à l'influence religieuse se substitue un laisser-faire économique et le souci de préserver le dynamisme et la compétitivité économique du pays – et les biotechnologies sont bien avant tout une « frontière » économique

---

<sup>20</sup> *Converging Technologies for Improving Human Performance*, [www.wtec.org/ConvergingTechnologies/Report/NBIC\\_report.pdf](http://www.wtec.org/ConvergingTechnologies/Report/NBIC_report.pdf), dernier accès le 05/01/2010.

<sup>21</sup> Terme à prendre dans son acception sociale, désignant aux États-Unis les individus appartenant à la gauche politique et adoptant une position favorable sur les grandes questions sociales (avortement, mariage homosexuel, etc.).

<sup>22</sup> <http://www.gallup.com/poll/12265/americans-register-strong-feelings-cloning-issue.aspx> (daté de juillet 2004, mais les sondages ci-dessous confirment la pérennité du rejet) ; le tableau suivant (<http://www.gallup.com/poll/6028/cloning.aspx>) montre ainsi une très grande stabilité de l'opinion publique sur la question du clonage de 2001 à 2010. À l'inverse, les études suivantes (<http://www.gallup.com/poll/21676/stem-cell-research.aspx>) montrent que de 2001 à 2011, une grande majorité d'Américains soutiennent les expérimentations basées sur des cellules souches prélevées sur des embryons, même si l'étude suivante (<http://www.gallup.com/poll/116485/majority-americans-likely-support-stem-cell-decision.aspx>) confirme la polarisation du débat, une majorité de Républicains et de conservateurs s'opposant encore à leur financement fédéral, à l'inverse des indépendants, des Démocrates et des libéraux (derniers accès le 10/12/2011).

(Mooney, 5 ; cf. également *infra*). Se manifeste ici l'alliance au sein du parti républicain entre conservateurs religieux d'un côté et conservateurs fiscaux et « pro-business » de l'autre, ligne de faille majeure du parti qui menace de faire éclater la cohésion de celui-ci à la faveur des secousses biopolitiques. De même, une partie importante des membres du *President's Council* et des « bioluddites » sont des intellectuels de gauche, des néoconservateurs et/ou des laïques, plus proches de la critique de type humaniste que de la résistance d'ordre religieux. Malgré la radicalisation du parti républicain depuis les années quatre-vingt, une alliance émerge ainsi aujourd'hui avec une partie de la critique de gauche autour de la question des biotechnologies, des cellules souches comme des différents types de clonage. En face, le parti Démocrate n'est pas aussi progressiste sur les questions bioéthiques qu'il a pu le laisser paraître durant la dernière campagne présidentielle, s'opposant sur le principe aux politiques menées par George W. Bush sans pour autant clairement s'engager dans la voie opposée. Comme le remarque Moreno, le Président Clinton entretenait par exemple les mêmes réserves quant au clonage et à la recherche sur les cellules souches, même s'il n'a pas fait interdire leur financement fédéral (1683). C'est de même à gauche que se manifestent le plus grand nombre d'opposants aux OGM, exemple souvent repris par les Républicains et les conservateurs pour souligner le luddisme de la gauche américaine (cf. note 16<sup>23</sup>).

Néanmoins les tensions principales sont clairement du côté républicain : le candidat républicain à la présidentielle de 2008, John McCain, s'est déclaré en faveur de ce financement (Moreno, 1588), tandis que la proposition de loi rejetée par Bush en 2006, puis à nouveau en 2007, fut proposée, défendue et votée par des députés et sénateurs des deux partis, y compris le Républicain Orrin Hatch, pourtant *pro-life*, ainsi que les sénateurs républicains Arlen Specter et Bill Frist, *majority leader* au Sénat en 2005 (Moreno, 1729). Le Sénat vote la loi de 2007 avec 63 voix pour et 34 contre (tandis que deux Démocrates s'y opposent et que trois autres s'abstiennent), c'est-à-dire avec de nombreuses voix républicaines ralliées au projet et à trois voix seulement de la majorité des deux-tiers qui lui aurait permis de surmonter le veto présidentiel<sup>24</sup>. Plusieurs États à majorité républicaine et/ou gouvernés par un Républicain (la Californie, le Missouri, le Connecticut, le Maryland) passèrent également des lois autorisant la recherche sur les cellules souches durant la présidence Bush, contournant les restrictions fédérales (Bellomo, 78-81<sup>25</sup>). Le gouverneur républicain du Missouri fut ainsi vertement critiqué par l'aile *pro-life* du parti républicain local. Côté démocrate, le gouverneur démocrate de l'Illinois choisit d'imposer sa loi via un décret afin de contourner les difficultés qu'aurait posé la législature, pourtant contrôlée par une majorité démocrate (Bellomo, 80<sup>26</sup>). Comme le souligne Bellomo, les États américains – pour ne rien dire des États autour du globe – sont engagés dans une compétition afin de devenir « l'épicentre [national] de la

---

<sup>23</sup> Mooney souligne à l'inverse la présence dans le discours de certains Démocrates (la campagne Kerry de 2004 par exemple) d'une immense exagération quant aux promesses liées à ces cellules, parfois qualifiées de « miraculeuses » (analogie ironique lorsque l'on considère les racines religieuses de l'opposition de nombreux conservateurs). Le candidat à la vice-présidence, John Edwards, put ainsi déclarer, peu après la mort de l'acteur Christopher Reeve : « If we do the work that we can do in this country, the work that we will do when John Kerry is president, people like Christopher Reeve will get up out of that wheelchair and walk again » (Mooney, 203).

<sup>24</sup> [http://www.senate.gov/legislative/LIS/roll\\_call\\_lists/roll\\_call\\_vote\\_cfm.cfm?congress=110&session=1&vote=00127](http://www.senate.gov/legislative/LIS/roll_call_lists/roll_call_vote_cfm.cfm?congress=110&session=1&vote=00127), dernier accès le 18/12/2011.

<sup>25</sup> <http://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=5252449>, 20/11/2007 ; [http://www.usatoday.com/news/nation/2004-12-16-stem-cells-usat\\_x.htm](http://www.usatoday.com/news/nation/2004-12-16-stem-cells-usat_x.htm), 17/12/2004, derniers accès le 18/12/2011.

<sup>26</sup> Il est vrai qu'il finira par obtenir en 2007 une loi allant dans son sens.

recherche sur les cellules souches », tâchant d'attirer les compagnies biotech via un cadre législatif favorable et des aides financières se mesurant en centaines de millions de dollars – voire en milliards dans le cas de la Californie (Bellomo, 81<sup>27</sup>).

Si l'on accepte l'idée que les innovations biotechnologiques annoncées auront effectivement lieu, on peut alors penser que cette relative ambivalence des partis, et l'apparition de coalitions ad-hoc entre droite religieuse et gauche radicale, unies dans leur opposition aux biotechnologies, mènera peut-être à l'apparition prochaine de nouvelles coalitions, voire de nouveaux partis ou de nouveaux mouvements au sein des partis traditionnels. La biopolitique se définirait alors comme une nouvelle façon de faire et de penser la politique, transcendant les anciens clivages. C'est la définition que donne James Hughes du terme biopolitique (« biopolitics ») : « a new ideological dimension, [...], to complicate the landscape of twenty-first century politics » (57) – une nouvelle façon de penser et de faire la politique propre au « siècle biotech » (Rifkin, 1999, *passim*). Les bioéthiciens Jeremy Rifkin et Jonathan Moreno lui emboîtent le pas :

The current debate over embryo stem cell research, as well as the debates over patents on life, genetically modified foods, designer babies, and other biotech issues, is beginning to reshape the whole political landscape [...]. Although reluctant to acknowledge it, both social conservatives and left activists are beginning to find common ground on a range of biotech-related concerns [...] The threads that unite these two groups are their belief in and commitment to the intrinsic value of life and their growing opposition to what they perceive as a purely utilitarian perspective on biotech matters being extolled by scientists, politicians and market libertarians (Moreno citant Rifkin, 299).

Comme l'écrit encore Rifkin : « The biotech era will bring with it a very different constellation of political visions and social forces just as the industrial era did » (2002). Moreno parle ainsi de « bioprogressistes » de gauche, qui mettent l'accent sur la régulation étatique, l'égalité et le bien commun, faisant cause commune avec des bioprogressistes de droite plus typiquement libertaires, qui eux mettent l'accent sur la libre entreprise. En face, des « bioconservateurs » dont les rangs incluent des traditionalistes religieux, des néoconservateurs laïques et des « progressistes » écologistes (316). Le nouveau siècle ne serait donc pas tant post-idéologique que « néo-idéologique », les idéologies ayant surtout changé de nature et s'axant désormais autour de la relation de la société à un progrès biotechnologique qui transcenderait le clivage gauche/droite ou conservateurs/libéraux, sans parler de celui entre Républicains et Démocrates. De ce point de vue l'éclatement idéologique de la famille Reagan autour de la question des cellules souches est parlant : après le décès de l'ancien Président en 2004 suite à la maladie d'Alzheimer (qui pourrait être traitée grâce aux cellules souches), l'ancienne *first lady* et l'un de ses fils se sont ralliés à la cause des « bioprogressistes », tandis qu'un autre fils Reagan s'y oppose violemment (Bellomo, 98-99 ; Mooney, 202).

On peut enfin constater que ces prises de position portent uniquement sur les fameuses cellules souches, qui ont presque totalement phagocyté le débat bioéthique américain. Aucune référence n'est faite aux autres questions de

---

<sup>27</sup> Le gouverneur de l'Illinois, le tristement célèbre Rod Blagojevitch, va jusqu'à profiter en 2005 d'un débat portant sur la possible interdiction des recherches sur les cellules souches dans le Missouri voisin pour envoyer une lettre aux scientifiques du Missouri leur proposant de venir poursuivre leurs recherches dans son État.

[http://www.redorbit.com/news/health/223844/illinois\\_invites\\_missouri\\_stem\\_cell\\_researchers\\_to\\_state/](http://www.redorbit.com/news/health/223844/illinois_invites_missouri_stem_cell_researchers_to_state/), dernier accès le 27/12/2011.

bioéthique, tandis qu'aucune proposition n'a par exemple été faite quant à la création d'un organisme dédié au contrôle de la recherche et des pratiques biomédicales. Alors même que la plupart des pays européens se sont munis de tels organes de régulation (la France a ainsi créé *l'Agence de la Biomédecine* en 2004, tandis que le Royaume-Uni, qui dispose d'une des législations les plus libérales en matière de biomédecine, a mis en place en 1991 la *Human Fertilization and Embryology Authority*), les États-Unis quant à eux ne disposent d'aucun organisme de régulation spécifique et de très peu de lois fédérales allant dans ce sens<sup>28</sup>. C'est ce qui conduit à qualifier parfois le pays de « Wild West of reproductive technology<sup>29</sup> », un pays où c'est l'individualisme, et le rapport de chacun à son propre corps et à celui de sa progéniture, qui prime sur toute tentative de régulation fédérale. On peut ainsi ajouter cette troisième grande caractéristique du parti Républicain aux deux premières identifiées par Mooney (religiosité et souci de la libre entreprise) pour expliquer le rapport du parti, mais aussi sans doute d'une partie du pays, aux biotechnologies : la volonté de restreindre les prérogatives du gouvernement fédéral et de ne pas le voir s'immiscer dans des affaires aussi intimes que la modification de son corps ou les choix existentiels concernant son futur enfant. La question qui se pose alors est de savoir ce qu'il en sera lorsque de nouvelles grandes avancées seront annoncées, permettant de choisir le sexe ou d'autres caractéristiques physiques ou cognitives de sa descendance, ou de modifier ses propres cellules germinales (passant ainsi ses modifications à ses enfants). La critique religieuse ou humaniste prendra-t-elle alors le dessus sur le libéralisme social et économique du pays ? Une fois qu'il ne sera plus question de trouver des remèdes « miraculeux » aux grandes maladies contemporaines (cf. note 23), les Démocrates seront-ils aussi prompts à se dépeindre comme le parti de la science et du progrès ?

Tout cela ne signifie certes pas que tous les Américains sont acquis à la cause libertaire. La réalité est que les possibilités ouvertes par les biotechnologies requièrent une analyse et une prise de position bien plus complexes que s'inscrire simplement pour ou contre, comme l'a démontré le Président Bush lui-même en décidant d'un compromis en 2001 (puisque si le financement fédéral était désormais interdit, les scientifiques pouvaient encore travailler, avec les deniers de l'État, sur des cellules prélevées sur des fœtus avant cette date, sans parler des financements privés). En réalité les partis démocrates comme républicains n'ont pas osé jusqu'à présent s'aventurer explicitement dans ce type de réflexion, préférant les positionnements clairs et symboliques du « pro-life » ou du « pro-science ». Ce qui semble prévaloir aux États-Unis aujourd'hui, *par défaut*, est l'idéal libéral/libertaire, l'idée que chacun devrait avoir le droit de modifier son corps comme il l'entend, et que chaque parent devrait être souverain quant à la sélection et aux modifications génétiques de son enfant. Cette souveraineté supposée des individus et des parents représenterait leur propre biopouvoir (puisque comme Foucault le souligne, le terme ne désigne pas seulement un pouvoir étatique venu d'en haut, mais aussi les relations de pouvoir entre individus et d'un individu sur son propre corps), et ainsi une nouvelle amélioration qualitative de la démocratie, comme l'écrit par exemple avec enthousiasme James Hughes, un des porte-paroles de la mouvance « transhumaniste » (cf. conclusion et biblio). Il n'est pas certain, étant donné l'influence des mouvements religieux dans le pays, que cette situation perdure le jour

---

<sup>28</sup> Ce sont donc à nouveau les États qui comblent le manque, chacun passant ses propres lois sur les nombreuses questions liées aux biotechnologies et à la biopolitique, y compris depuis l'entrée en fonction d'Obama.

<sup>29</sup> <http://www.scienceprogress.org/2008/08/the-wild-west-of-reproductive-technology/>, dernier accès le 03/01/2010.

où ces avancées technologiques feront l'objet d'une plus grande publicité, à l'occasion par exemple de la prochaine grande avancée biotechnologique ; mais pour l'heure le laisser-faire et l'individualisme éthique (chaque couple est libre de décider) sont de mise, tandis que le public se focalise toujours sur des questions, telles les cellules souches, qui semblent comme des chapitres spécifiques dans le récit plus large du débat autour de l'avortement et du droit à la vie. On pourrait alors dire à la limite que le débat biopolitique n'a en réalité pas vraiment commencé, n'ayant pas encore pris son autonomie vis-à-vis de la question de l'avortement.

On peut enfin remarquer ici que les OGM ont jusqu'à présent fait l'objet de beaucoup moins de critiques aux États-Unis qu'en Europe, ce qui tend à confirmer une plus grande confiance outre-Atlantique dans le génie génétique. Là où en Europe le débat et les inquiétudes se focalisent sur la santé publique, le débat américain se concentre plutôt sur les questions morales, en particulier lorsqu'elles concernent le statut du fœtus. Le paradoxe est donc que si les questions impliquant la fin prématurée de la vie humaine (avortement et euthanasie) rencontrent un fort écho dans la société américaine<sup>30</sup>, celles concernant les modifications possibles des êtres humains, les « designer babies », n'ont jusqu'à présent provoqué aucune réaction majeure, ce que Moreno explique par « l'importance que les Américains placent [traditionnellement] dans la vie privée et le progrès médical » (2352). C'est bien aux États-Unis que l'on trouve ainsi aujourd'hui des *fertility clinics* qui promettent déjà de créer, via l'implantation in-vitro et le diagnostic préimplantatoire, des bébés correspondant aux désirs de leurs parents (sexe, couleur des yeux, etc.), ou même soi-disant « augmentés », même si rien ne prouve que les techniques pour ce faire soient vraiment au point<sup>31</sup>.

Un vrai débat académique existe cependant, en Europe comme aux États-Unis. Jürgen Habermas parle ainsi « d'eugénisme libéral » (*passim*), d'une « auto-instrumentalisation eugénique » et de « supermarché génétique » (137) dans l'ouvrage qu'il consacre à la question (cf. biblio). On voit ainsi se dessiner ici, certes un nouveau clivage « pour » et « contre » (personnifié outre-Atlantique par Fukuyama, Kass ainsi que Jeremy Rifkin), entre des « bioluddites » et leurs adversaires techno-progressistes et transhumanistes (cf. par ex. Hughes, 125-153). Mais aussi, moins spectaculaire, un continuum entre ces deux pôles où chacun tendrait à adopter un positionnement plus ou moins libéral ou conservateur mais en tout cas rarement situé à l'extrême – comme c'est ironiquement le cas du Président Bush en 2001, malgré ce que peuvent en écrire Mooney (qui le qualifie de « antiscience president », 237) et DeGette. Une modération qui s'explique sans doute en partie par la mise en place progressive des progrès technologiques (et des avancées juridiques concomitantes) depuis les années soixante-dix, et la familiarisation progressive du grand public avec les biotechnologies en résultant. C'est ce que démontre de manière spectaculaire la banalisation de la fécondation in-vitro et des « bébés éprouvettes », pourtant objets de grands débats en leur temps<sup>32</sup>. C'est par ailleurs ce qui explique l'avertissement d'Habermas, parmi d'autres, concernant le risque de la « pente glissante » (« slippery slope ») : à force de gradualisme dans la mise en place des nouvelles technologies, on finirait par en arriver, bon an mal an, à une « acclimatation insidieuse » aux interventions sur le génome et au clonage humain, cet épouvantail qui hante la conscience culturelle

---

<sup>30</sup> On peut citer ici l'affaire Terri Schiavo, cas d'euthanasie qui a défrayé la chronique entre 1998 et 2005.

<sup>31</sup> <http://news.bbc.co.uk/2/hi/7918296.stm>, 02/03/2009, dernier accès le 27/12/2011.

<sup>32</sup> Ce qu'on a pu constater en 2008 à l'occasion des trente ans de Louise Brown, désormais elle-même maman, et de la fécondation in-vitro.

occidentale depuis les années soixante-dix (Habermas, 44<sup>33</sup>). La guérison des maladies pourrait conduire à l'« augmentation » du corps humain, troublant la notion de la « bonne santé », tandis que le clonage thérapeutique ou animal pourrait mener au clonage reproductif humain. Une acclimatation insidieuse surtout en regard du manque de débat sur ces questions, notamment aux États-Unis, et la pratique du 'fait accompli'.

Devenu célèbre au début des années 1990 pour avoir pronostiqué, peu après la chute du Mur de Berlin, la « fin de l'histoire », les démocraties libérales ayant supposément triomphé de toute forme d'opposition, Fukuyama, comme il l'écrit lui-même dans son ouvrage *Our Posthuman Future*, changea d'avis durant les années quatre-vingt-dix en découvrant le courant que l'on appelle souvent le « transhumanisme ». On désigne ainsi des individus, souvent haut placés dans la hiérarchie universitaire et dans la communauté des affaires, qui considèrent l'homme comme un *work in progress*. Il serait temps selon eux de prendre le relais de l'évolution naturelle pour procéder à une « auto-transformation de l'espèce », afin de changer et d'améliorer l'homme et de le transformer *in fine*, à force de modifications, en un surhomme, voire en une sorte de dieu, un « posthumain » plus résistant aux maladies, plus intelligent, à la longévité accrue, etc. (Habermas, 38<sup>34</sup>).

Sans doute de tels projets, par leur apparente extravagance, ramènent à la science-fiction et empêchent de prendre au sérieux ces perspectives évolutives (c'est là probablement un des défauts de la science-fiction). Fukuyama, néanmoins, en découvrant ce mouvement, eu l'idée du transhumanisme pour répondre à la question posée en 2004 par le magazine *Foreign Policy* : « Quelle est l'idée la plus dangereuse au monde ? », caractérisation du transhumanisme désormais célèbre (Fukuyama, 2004). Loin d'avoir atteint une fin de l'Histoire utopique, l'humanité serait désormais engagée dans une lutte avec son propre génie génétique, ses propres capacités techniques à transformer son propre corps et sa condition – inflexion contemporaine du biopouvoir moderne. « [...] it seemed to me that the only [argument] that was impossible to refute was the argument that there could be no end to history unless there was an end to science » (Fukuyama, 2002, xii).

Quoi qu'il en soit du (néo)conservatisme de Fukuyama, il apparaît clairement aujourd'hui que les biotechnologies, non seulement sont appelées à jouer un rôle important dans la société de demain, mais jouent déjà un rôle significatif dans le monde actuel. Un rôle qui n'a d'égal que le peu d'écho qu'elles rencontrent dans la société et dans le débat politique américain, malgré la montée en puissance du débat bioéthique depuis les années soixante-dix et la prégnance des controverses scientifiques et des cellules souches sous l'administration Bush. D'après Frédéric

---

<sup>33</sup> C'est cette « hantise » qu'étudie en partie ma thèse, qui se concentre sur les représentations culturelles et cinématographiques des technologies dites « convergentes », domaine qui inclut les biotechnologies. La deuxième moitié des années soixante-dix voit ainsi la sortie des premiers films mettant en scène le clonage et le génie génétique, tels la nouvelle version de *The Island of Dr. Moreau* (1977) ; *The Boys from Brazil* (1978) ; ou *The Clonus Horror* (1979). La deuxième grande vague a lieu dans la deuxième partie des années quatre-vingt-dix avec la nouvelle version de *The Island of Dr. Moreau* (1996) ; *Alien: Resurrection* (1997) ; *The 6th Day* (2000), dont les prémisses s'appuient sur l'aboutissement du *Human Genome Project* la même année ; et *The Island* (2004), remake officieux de *The Clonus Horror* ; sans parler de dizaines de films horribles (eg, *Mimic*, 1997), où l'ingénierie génétique remplace définitivement la radioactivité pour créer les monstres modernes.

<sup>34</sup> Cf. l'essai de Nick Bostrom, *What is Transhumanism?*, pour un bon aperçu : <http://www.transhumanism.org/resources/transhumanism.htm>, dernier accès le 10/05/2010. Cf. aussi le site officiel de l'organisation transhumaniste, <http://humanityplus.org> (dernier accès le 10/05/2010).

Keck, « peut-être la biologie tient-elle dans l'espace politique le même rôle que jouait la physique au début du siècle dernier, image d'un progrès dans lequel le politique projette à la fois ses espérances et ses angoisses », Keck diagnostiquant comme Moreno le passage de la bioéthique à la biopolitique. Hughes fait la même analyse : « Bioethics is proto-biopolitics being fought out in rarefied circles – academia and think tanks – before it breaks onto the popular consciousness and becomes biopolitics proper » (61). Peut-être alors la bioéthique n'a-t-elle pas tout à fait achevé sa mue en la biopolitique. Il reste encore ainsi à la biologie et à la biopolitique à prendre l'importance, dans l'espace et le débat politique, qu'elles ont déjà dans la réalité quotidienne américaine, renversement saisissant puisque traditionnellement la science-fiction et plus largement l'imaginaire culturel anticipent et extrapolent sur la réalité scientifique et sociale. Au contraire ici, le discours et le débat public sont à la traîne de la réalité du terrain. Comme l'écrit Foucault, « l'homme moderne est un animal dans la politique duquel sa vie d'être vivant est en question » (188), questionnement qu'il serait intéressant de mettre enfin sur la place publique afin de débattre de l'avenir de l'homme, plutôt que de « laisser-faire » les *fertility clinics* et attendre de voir ce qui se passe, de laisser une petite élite en débattre par ouvrages interposés, ou de laisser à la science-fiction le monopole du sujet.

## BIBLIOGRAPHIE

- Alexander, Brian. *Rapture. How Biotech Became the New Religion*. New York: Basic Books, 2003.
- Andrieu, Bernard. « La fin de la biopolitique chez Michel Foucault : le troisième déplacement », in *Le Portique*, 13-14 | 2004.  
<http://leportique.revues.org/index627.html>, dernier accès le 15/01/2010.
- Bellomo, Michael. *The Stem Cell Divide: The Facts, the Fiction, and the Fear Driving the Greatest Scientific, Political and Religious Debate of Our Time*. New York: Amacom, 2006.
- DeGette, Diana, Paisner, Daniel. *Science, Sex and Stem Cells: Inside the Right Wing Assault on Reason*. Guilford, CT: The Lyons Press, 2006 (édition kindle).
- Eckenwiler, Lisa A., Cohn, Felicia G. *The Ethics of Bioethics: Mapping the Moral Landscape*. Baltimore: Johns Hopkins University Press, 2007.
- Foucault, Michel. *Histoire de la sexualité, vol.1. La volonté de savoir*. Paris, Gallimard, 1976.
- Fukuyama, Francis. *Our Posthuman Future. Consequences of the Biotechnology Revolution*. New York: Farrar, Straus and Giroux, 2002.
- \_\_\_\_\_. "Transhumanism", in *Foreign Policy*, September / October 2004, 144, 42–43.
- Habermas, Jürgen. *L'avenir de la nature humaine. Vers un eugénisme libéral ?*, Paris : Gallimard, 2002.
- Hinsch Kathryn. *Bioethics and Public Policy: Conservative Dominance in the Current Landscape*, Women's Bioethics Project, 2005. <http://www.generations-ahead.org/files-for-download/articles/bioethicsandpublicpolicy.pdf>, dernier accès le 18/12/2011.
- Hughes, James. *Citizen Cyborg. Why Democratic Societies Must Respond to the Redesigned Human of the Future*. Boulder, CO: Westview Press, 2004.

- Irving, Dianne N. *What is bioethics?* American Bioethics Advisory Commission, Georgetown University, June 2000, [www.all.org/abac/dni010.htm](http://www.all.org/abac/dni010.htm), dernier accès le 01/12/2010.
- Kass, Leon R. (chairman), President's Council on Bioethics. *Human Cloning and Human Dignity*. New York: Public Affairs, 2002.
- \_\_\_\_\_. *Beyond Therapy. Biotechnology and the Pursuit of Happiness. A Report by the President's Council on Bioethics*. New York: Regan Books, 2003.
- \_\_\_\_\_. *Life, Liberty and the Defense of Dignity. The Challenge for Bioethics*. San Francisco: Encounter Books, 2002.
- Keck, Frédéric. « Des biotechnologies au biopouvoir, de la bioéthique aux biopolitiques », in *Multitudes* 2003/2, n° 12, p. 179-187.
- Mooney, Chris. *The Republican War on Science*. New York: Basic Books, 2006 [2005].
- Moreno, Jonathan D. *The Body Politic: The Battle over Science in America*. New York: Bellevue Press, 2011 (ebook, pas de numéro de page; les références données sont celles des emplacements dans l'édition kindle).
- Rifkin, Jeremy. *The Biotech Century. Harnessing the Gene and Remaking the World*. New York: Tarcher/Penguin, 1999 [1998].
- \_\_\_\_\_. « Fusion Biopolitics », in *The Nation*, 18/02/2002, <http://www.thenation.com/doc/20020218/rifkin>, dernier accès le 15/01/2010.
- Robitaille, Antoine. *Le Nouvel homme nouveau. Voyage dans les utopies de la posthumanité*. Montréal : Boréal, 2007.
- Silver, Lee M. *Remaking Eden. How Genetic Engineering and Cloning Will Transform the American Family*. New York: Perennial, 2002 [1997].
- Solo, Pam, Pressburg, Gail. *The Promise and Politics of Stem Cell Research*. Westport, CT: Praeger Publishers, 2006.
- Sterling, Bruce. *Tomorrow Now. Envisioning the Next Fifty Years*. New York: Random House, 2002.
- Watson, James D. "Moving Toward the Clonal Man - Is this what we want?", in *The Atlantic Monthly*, 227:5, May 1971, 50-53.